

Sèvres - Ville d'Avray - Vaucresson

## FICHE BILAN SARKOZY

THEME :

SOCIETE - jeunesse- mariage gay -  
adoption gay - droit de vote étrangers

**Le slogan :**

**ses engagements :**

**Lutter contre :**

- Déchirures profondes dans la Société française
- Ascenseur social en panne
- PESSIMISME sur l'avenir de nos enfants - phrase le plus souvent entendue "leur vie sera plus difficile que la nôtre"

**ses mesures :**

- Refus de l'adoption par une famille homoparentale
- Refus du mariage gay au nom de la famille traditionnelle (selon le modèle catholique)
- Refus du droit de vote des étrangers non communautaires aux élections locales au nom de la nationalité, sous entendu les islamistes risquent de prendre des mairies !
- Refus du droit à l'euthanasie et au suicide assisté au nom du respect de la vie (selon modèle catholique)
- DISCRIMINATIONS plus fortes envers les jeunes et les étrangers cibles de Hortefeux et Guéant :

- Raccelage à l'extrême droite

fiasco du «grand débat sur l'identité nationale», préambule à la disparition du ministère de l'Identité nationale, qui aura lieu le 14 novembre 2010.

Le 15 juin 2011, la commission européenne contre le racisme et l'intolérance du Conseil de l'Europe dresse un bilan de l'action publique menée entre 2005 et 2009 et s'inquiète d'une persistance des discriminations raciales concernant «particulièrement les musulmans, les gens du voyage et les Roms».

- en 2010 : Le 6 juillet, 170 Roms sont expulsés à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Le 21, après des incidents violents à Saint-Aignan (Loir-et-Cher), qui ont suivi la mort d'un jeune gitan lors d'un tir de police, et à Grenoble, après un acte de grand banditisme, Sarkozy annonce «une véritable guerre aux trafiquants et aux délinquants» et évoque «les problèmes que posent les comportements de certains parmi les gens du voyage et les Roms». L'évacuation d'environ 300 camps de Roms est décidée le 28 juillet. Le 27 août, le comité pour l'élimination de la discrimination raciale de l'ONU s'affirme préoccupé par la «tenue de discours de nature discriminatoire en France». La polémique enflé en septembre : le Parlement européen adopte une résolution demandant à la France de «suspendre immédiatement toutes les expulsions de Roms». Viviane Reding, la vice-présidente de la Commission européenne responsable de la Justice, estime le 14 septembre qu'elle pensait «que l'Europe ne serait plus témoin de ce genre de situation après la Seconde Guerre mondiale».

Le 1er décembre est adopté le projet de loi concernant le Défenseur des droits, qui reprendra les attributions du Médiateur de la République, du Défenseur des enfants, de la Commission nationale de déontologie de la sécurité et de la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité.